

Et sous cette dernière, un double langage

Le rapport rendu public par le Bureau national de l'UN, suite à son Conseil national extraordinaire tenu le samedi 22 octobre 2016 dernier, n'aurait donc été que l'arbre qui cache la forêt. Et sous cette forêt, ont eu lieu des débats et des avis fort divergents, et même contradictoires, portant sur une sortie de la crise post-électorale qui secoue actuellement gravement le Gabon depuis la proclamation des résultats falsifiés par René Aboghe Ella et Marie Madeleine Mborantsou du scrutin présidentiel du 27 août 2016 dernier

Zacharie Myboto et les siens ont été de toute leur roublardise pour ces points de vue divergents exprimés par Mike Joctane, Casimir Oye Mba et bien d'autres cadres de ce parti, et non des moindres, n'apparaissent nullement dans ce rapport final de 10 lignes, cependant que les joutes oratoires ont duré plusieurs heures d'horloge

Casimir OyeMba particulièrement, et dit-on, s'en est offensé, en regrettant que les développements faits par lui pendant plus d'une heure sont passés sous silence, comme s'il ne s'était jamais exprimé. Seuls ont eu droit au chapitre, les points de vue développés par Zacharie Myboto et les siens qui, comme d'habitude, n'ont proposé aucune perspective de sortie de crise aux militants et sympathisants de l'UN, hormis cette phrase enflammée qui n'est d'ailleurs qu'une lapalissade : « Les Gabonais rejettent avec la dernière énergie le pouvoir d'Ali Bongo qui veut se maintenir au pouvoir. L'Union nationale n'envisage pas un seul instant de se résigner devant un quelconque fait établi. Elle doit donner une réalité à la victoire de Jean Ping - qu'elle a fortement combattu deux ans durant (ndlr) - L'Union nationale ne prendra part qu'au dialogue convoqué par Jean Ping, le Président élu des Gabonais »

Ainsi donc, sans dire - à moins que ce ne soit encore qu'un secret - comment l'Union nationale entend procéder pour « donner une réalité à la victoire de Jean Ping », Zacharie Myboto et les siens bement volontairement les

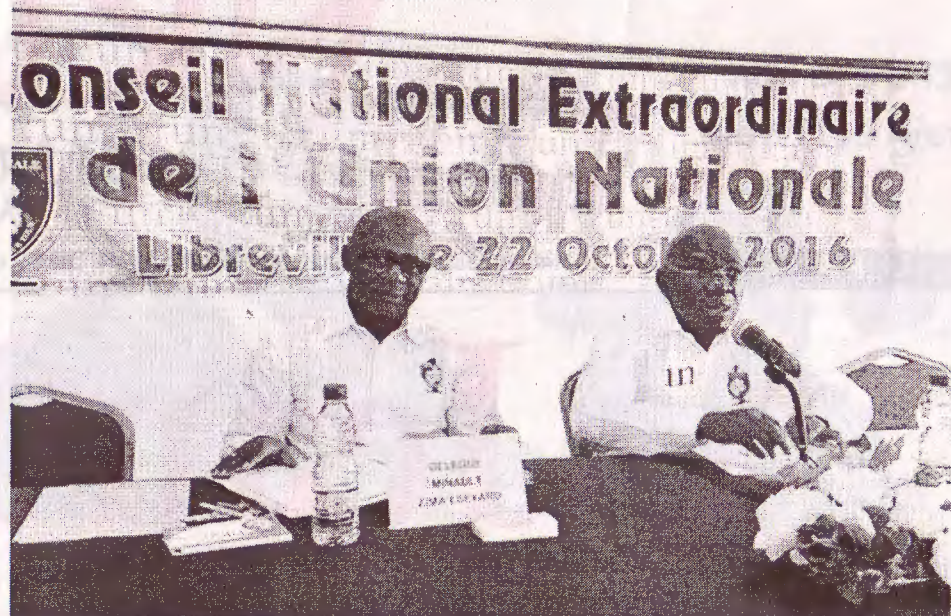
Gabonais en leur faisant croire que Jean Ping est leur président, cependant que c'est bel et bien Ali Bongo qui trône, pour le moment, au Palais de marbre du bord de mer de Libreville, président des conseils de ministres, et recevant d'autres chefs d'Etat. De manière triviale, on a envie de dire ici que Zacharie Myboto et les siens se foutent de la gueule de Jean Ping, ainsi de celle de nombreux Gabonais qui l'ont massivement voté le 27 août dernier et qui aspirent toujours à l'alternance. Normal, l'Union nationale n'avait jamais voulu de Jean Ping comme candidat !

Parce que, prétendre qu'Ali Bongo « veut se maintenir au pouvoir » relève de l'infantilisme politique. Parvenu au pouvoir à la suite d'un premier coup d'Etat électoral en 2009, Ali Bongo s'est réinstallé au pouvoir en usant toujours de la force le 31 août dernier, en déployant dans les rues toute une armada militaire qui a massacré des dizaines de Gabonais. Ce deuxième coup de force a été validé, contre vents et marées, le 23 septembre 2016 dernier par une Cour Constitutionnelle présidée par la gardienne du temple familial des Bongo, Marie Madeleine Mborantsou, avant que cette dernière n'aille se confesser à la Cathédrale Ste Marie de Libreville

Ali Bongo ne veut donc pas se maintenir au pouvoir, il est au pouvoir de par la volonté des armes, et ce ne sont pas de simples jérémiades qui l'en feront partir

Enfin, dire sans un brin d'humour que : « L'Union nationale ne prendra part qu'au dialogue convoqué par Jean Ping, le Président élu des Gabonais » ne relève-t-il pas de la moquerie et même du cynisme ? Quoiqu'élu dans les urnes par une majorité de Gabonais, Jean Ping ne dispose aujourd'hui d'aucun pouvoir. Il ne peut donc objectivement convoquer aucun dialogue dont les décisions qui en découleraient pourraient avoir force de loi. A moins que nous n'ayons la même définition du mot dialogue, il ne peut tout au plus, convoquer rien qu'une concertation entre les forces qui le soutiennent, aux fins de se préparer à affronter leurs adversaires politiques au cours d'une assise nationale, que cette dernière s'appelle Conférence Nationale ou dialogue politique national

L'UN ne dit pas d'ailleurs autre chose



lorsque, dans le fameux rapport final de son Conseil national, elle préconise : « la mise en place, avec l'aide de la communauté internationale, d'une commission pour la préparation des réformes institutionnelles, la publication dans les plus brefs délais d'un rapport sur la répression du 31 août dernier, la réforme des élections dans notre pays, la constitution d'un groupe d'avocats pour la défense des familles des victimes (...) »

N'est-ce pas là une manière très habile de dire non et oui au dialogue prôné par Ali Bongo Ondimba ? Parce que, pour préparer et faire aboutir un certain nombre de réformes institutionnelles ; pour enquêter sur la répression du 31 août du 31 août dernier ; pour réformer également les institutions chargées de gérer les processus électoraux ; pour accepter qu'un groupe d'avocats défende les familles des victimes ; pour que tout ceci ait lieu, il va bien falloir que ceux qui détiennent actuellement le pouvoir, à commencer par Ali Bongo Ondimba, le consentent et s'y impliquent.

C'est donc ce flou artistique, savamment entretenu par Zacharie Myboto et les siens dans leur propension de vouloir toujours démontrer

qu'ils sont les plus radicaux des opposants gabonais, que Mike Joctane, Casimir Oye Mba et bien d'autres cadres de l'UN n'acceptent pas. Ils l'ont fait savoir de vives voix, au cours du récent Conseil national. Et Mike Joctane, par exemple, vient d'extérioriser ces dissensions internes au cours d'une conférence de presse.

Tout en ne regrettant pas d'avoir soutenu le candidat Jean Ping, une bonne frange de l'Union nationale pense, comme d'autres forces ayant fait le même choix, qu'il est impérieux que les forces vives du pays s'asseyent autour d'une même table et discutent, sans appréhensions et procès d'intention, de l'avenir de leur pays en bâtissant le socle d'une démocratie véritable, tout en le mettant à l'abri des dramatiques événements enregistrés depuis 1993

Bien malheureusement estimant que tous ceux qui défendaient ce point de vue au cours du Conseil national étaient « en mission commandée » - ce qui n'a pas plu à Casimir Oye Mba - Zacharie Myboto a botté en touche en faisant adopter, sans vote préalable, le rapport qui a été rendu public